

**LE RÉSEAU CANADIEN DE
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
COMMUNAUTAIRE**

**ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 2015**

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de
LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2015 et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

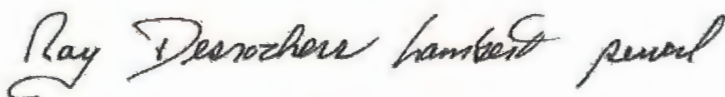
Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'organisme portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Opinion

À notre avis, ces états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 décembre 2015 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.



Roy Desrochers Lambert SENCRL ¹
Société de comptables professionnels agréés

Victoriaville,
le 28 avril 2016

¹ Joël Minville, CPA auditeur, CA

Roy Desrochers Lambert SENCRL est une entité juridique distincte et indépendante qui n'est pas associée ni mandataire des autres entités membres du Groupe RDL.

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Résultats

Pour l'exercice clos le 31 décembre

2015

2014

PRODUITS

Subventions et ententes de contributions

Contributions gouvernementales	422 258 \$	430 872 \$
Secteur communautaire/charitable	444 383	431 689
Autres subventions et ententes de contributions	48 137	27 997

Produits d'autres sources

Honoraires tirés d'événements	35 305	35 397
Contrats de services	20 905	28 381
Cotisations des membres	45 831	42 462
Dons et autres produits	11 978	11 064
Intérêts	2 949	4 154

1 031 746 **1 012 016**

CHARGES

Dépenses liées aux projets (annexe A)	195 788	202 822
Conseil d'administration, comités et membres (annexe B)	19 379	17 525
Dépenses liées au personnel (annexe C)	721 578	630 337
Frais d'administration (annexe D)	111 592	139 000
Amortissement des immobilisations corporelles	1 806	3 516

1 050 143 **993 200**

EXCÉDENT (PERTE) D'EXPLOITATION **(18 397)** **18 816**

PERTE SUR CESSION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES **-** **(218)**

EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES **(18 397) \$** **18 598 \$**

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Évolution de l'actif net

Pour l'exercice clos le 31 décembre

2015

2014

	Affecté	Investi en immobi- lisations corporelles	Non affecté	Total	Total
SOLDE AU DÉBUT	251 505 \$	2 856 \$	- \$	254 361 \$	235 763 \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	-	(1 806)	(16 591)	(18 397)	18 598
Investissement en immobilisations corporelles	-	1 039	(1 039)	-	-
Affectation interne (note 3)	(17 630)	-	17 630	-	-
SOLDE À LA FIN	233 875 \$	2 089 \$	- \$	235 964 \$	254 361 \$

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Bilan

Au 31 décembre

2015

2014

ACTIF

ACTIF À COURT TERME

Trésorerie et équivalents de trésorerie

255 890 \$

251 361 \$

Débiteurs (note 4)

152 525

266 393

Frais payés d'avance

28 450

5 736

436 865

523 490

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 5)

2 089

2 856

438 954 \$

526 346 \$

PASSIF

PASSIF À COURT TERME

Créditeurs (note 7)

30 153 \$

48 539 \$

Produits et apports reportés (note 8)

172 837

223 446

202 990

271 985

ACTIF NET

ACTIF NET AFFECTÉ

233 875

251 505

ACTIF NET INVESTI EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2 089

2 856

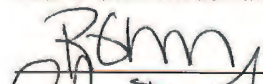
235 964

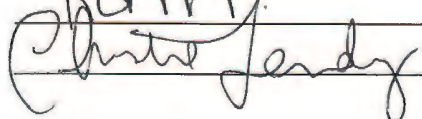
254 361

438 954 \$

526 346 \$

Pour le conseil d'administration :

 , administrateur

 , administrateur

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 décembre

2015

2014

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(18 397) \$	18 598 \$
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 806	3 516
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	-	218
	<u>(16 591)</u>	<u>22 332</u>

Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement

Débiteurs	113 868	(117 756)
Frais payés d'avance	(22 714)	(452)
Créditeurs	(18 386)	(12 178)
Produits et apports reportés	<u>(50 609)</u>	<u>28 225</u>
	<u>22 159</u>	<u>(102 161)</u>

5 568

(79 829)

ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT

Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 039)	(3 069)
---	---------	---------

AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

4 529

(82 898)

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT

251 361

334 259

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN

255 890 \$

251 361 \$

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Notes complémentaires

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015

1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme est régie en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif et est, par conséquent, exempté des impôts sur le revenu. Les objectifs de l'organisme sont de réduire la pauvreté, le chômage et de soulager la misère dans les collectivités défavorisées sur le plan économique.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Référentiel comptable

L'organisme applique les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la partie III du manuel de CPA Canada en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif requiert l'utilisation de certaines estimations faites par la direction ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la divulgation des éventualités en date du bilan ainsi que sur les postes de produits et de charges. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des produits

Apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus, à titre de dotations, sont constatés à titre d'augmentations directes de l'actif net au cours de l'exercice.

Cotisations des membres, honoraires tirés d'événements et autres produits

L'organisme comptabilise ses produits de cotisations des membres, d'honoraires tirés d'événements et les autres produits lorsque les services sont rendus et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés des fonds en caisse, des soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible et les placements hautement liquides, facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Notes complémentaires

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des débiteurs.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs.

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé au résultat net. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée au résultat net.

Coûts de transaction

L'organisme comptabilise ses coûts de transaction au résultat net de l'exercice où ils sont engagés. Cependant, les instruments financiers qui ne sont pas évalués ultérieurement à la juste valeur sont majorés des coûts de transaction directement attribuables à la création, à l'émission ou à la prise en charge.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile estimative comme suit :

	Méthode d'amortis- sement	Taux
Matériel informatique	Dégressif	45 %
Mobilier de bureau	Dégressif	20 %

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Notes complémentaires

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015

3. AFFECTATION INTERNE

Au cours de l'exercice, le conseil d'administration a décidé de transférer un montant de 28 122 \$ au fonds de stabilité des projets en provenance du fonds de viabilité financière. De plus un montant de 17 630 \$ a été transféré du fonds de viabilité financière à l'actif net non affecté afin de compenser le déficit de l'exercice. En 2012, le conseil d'administration a adopté une politique de fonds de réserve affectée en créant deux fonds : Viabilité financière et Stabilité des projets. Ces affectations ont pour but de venir en aide au financement des activités de fonctionnement et de différents projets lorsque les ressources financières de l'organisme seront insuffisantes. L'organisme ne peut utiliser ces montants grevés d'une affectation interne sans le consentement préalable du conseil d'administration. Les sommes affectées se répartissent comme suit :

	2015	2014
Viabilité financière	137 293 \$	183 045 \$
Stabilité des projets	96 582	68 460
	<u>233 875 \$</u>	<u>251 505 \$</u>

4. DÉBITEURS

	2015	2014
Clients	145 403 \$	256 675 \$
Intérêts	624	2 682
Taxes sur les produits et services	6 498	7 036
	<u>152 525 \$</u>	<u>266 393 \$</u>

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2015		2014	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Matériel informatique	9 000 \$	7 198 \$	1 802 \$	2 378 \$
Mobilier de bureau	2 110	1 823	287	478
	<u>11 110 \$</u>	<u>9 021 \$</u>	<u>2 089 \$</u>	<u>2 856 \$</u>

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Notes complémentaires

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015

6. EMPRUNT BANCAIRE

L'emprunt bancaire autorisé au montant de 50 000 \$ porte intérêts au taux préférentiel plus 2,5 %. L'emprunt bancaire est renégociable annuellement.

7. CRÉDITEURS

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Fournisseurs	10 696 \$	19 277 \$
Salaires et charges sociales	18 957	20 325
Frais courus	<u>500</u>	<u>8 937</u>
	30 153 \$	48 539 \$

8. PRODUITS ET APPORTS REPORTÉS

Les fonds suivants, reçus au cours de l'exercice courant, seront comptabilisés aux produits lors d'un exercice financier ultérieur lorsque les services auront été rendus ou que les dépenses auront été engagées, se résument comme suit :

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Contributions gouvernementales	- \$	6 839 \$
Secteur communautaire/charitable	122 303	162 182
Autres revenus	29 759	37 003
Cotisations des membres	20 775	15 701
Dons	<u>-</u>	<u>1 721</u>
	172 837 \$	223 446 \$

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Notes complémentaires

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015

9. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2015	2014
Trésorerie	5 890 \$	76 361 \$
Dépôts à terme	<u>250 000</u>	<u>175 000</u>
	<u>255 890 \$</u>	<u>251 361 \$</u>

10. RISQUES FINANCIERS

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement en regard de ses créiteurs. La direction estime que l'organisme possède ou générera les liquidités nécessaires pour rencontrer ses engagements.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux débiteurs. L'organisme consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Ainsi, l'organisme est exposé à une concentration de crédit relativement à ses comptes clients. Au 31 décembre 2015, une somme de 102 359 \$ est à recevoir de trois clients.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de prix autre. L'organisme est principalement exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'organisme à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie. L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt variable. La direction estime qu'une variation de taux d'intérêt de 1 % n'aurait pas d'incidence importante sur les résultats ou la situation financière de l'organisme.

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Notes complémentaires

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015

11. ENGAGEMENTS

Baux

L'organisme loue des espaces de bureau en vertu de baux venant à échéance entre mars 2016 et septembre 2016. Les loyers minimums futurs totalisent 16 359 \$ et constituent les versements du prochain exercice.

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Renseignements complémentaires
Pour l'exercice clos le 31 décembre

2015

2014

ANNEXE A DÉPENSES LIÉES AUX PROJETS

Sous-contractants	43 268 \$	67 452 \$
Communications	19 724	19 532
Déplacements et repas	9 880	9 845
Frais de partenariat	70 836	65 049
Frais de traitement de cartes de crédit	1 560	2 445
Matériels et fournitures	6 740	5 444
Publicité, conception et publications	22 645	5 489
Réunions, événements, location de salles et d'équipements	16 229	18 899
Traduction	4 906	8 667
	<u>195 788 \$</u>	<u>202 822 \$</u>

ANNEXE B CONSEIL D'ADMINISTRATION, COMITÉS ET MEMBRES

Réunions, déplacements et repas	19 379 \$	17 525 \$
---------------------------------	-----------	-----------

ANNEXE C DÉPENSES LIÉES AU PERSONNEL

Salaires et charges sociales	719 860 \$	625 793 \$
Sous-contractants	<u>1 718</u>	<u>4 544</u>
	<u>721 578 \$</u>	<u>630 337 \$</u>

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Renseignements complémentaires
Pour l'exercice clos le 31 décembre

2015

2014

ANNEXE D FRAIS D'ADMINISTRATION

Assurances	3 911 \$	4 035 \$
Communications	2 264	2 479
Cotisations	159	157
Événements	11 339	25
Formation	280	62
Frais bancaires et frais de transaction en ligne	4 164	4 736
Frais d'équipement	3 347	4 021
Frais de bureau	14 832	20 130
Internet	28 595	24 714
Loyer	36 197	39 010
Publicité et promotion	1 235	7 134
Services professionnels	595	26 569
Traduction	4 674	5 928
	<u>111 592 \$</u>	<u>139 000 \$</u>